Bureau du 6 mai 2002

Décision n° B-2002-0537

commune (s) : Lyon 2° - Lyon 5°

objet : **Passerelle du palais de justice - Travaux de peinture - Approbation d'un dossier de consultation des entrepreneurs - Appel d'offres ouvert**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de la voirie

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 26 avril 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Monsieur le directeur de la voirie communique au Bureau un détail estimatif de 400 000 € TTC auquel est joint un dossier de consultation des entrepreneurs, relatif aux travaux de remise en peinture de la passerelle du palais de justice à Lyon 2° et 5°.

La passerelle du palais de justice sur la Saône, construite en 1984, présente une structure de pont haubané dont le tablier est composé d'un caisson métallique de 127 mètres de longueur. Le pylône métallique sur lequel les haubans sont ancrés a une hauteur de 30,80 mètres. Cet ouvrage présentant actuellement des zones d'oxydation, il est proposé la reconstitution de sa protection anti-corrosion par décapage et remise en peinture de toutes les parties métalliques de la passerelle, soit le tablier, le pylône et les garde-corps.

L'opération, estimée à 400 000 € TTC, comprend :

- lot n° 1 : travaux de réfection de peinture,
- lot n° 2 : mission de coordination sécurité et de protection de la santé ,
- lot n° 3 : mission de contrôle et mise en œuvre des peintures,
- lot n° 4 : mission de contrôle des moyens d'accès au tablier et au pylône (note de calcul et plans d'échafaudage),
- lot n° 5 : travaux sur réseaux.

Circuit décisionnel : ce dossier a reçu l'avis favorable du pôle politique des déplacements le 4 février 2002 et du Bureau restreint le 18 mars 2002 ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 33, 39, 40 et 58 à 60 du code des marchés publics ;

Vu les délibérations du Conseil n° 2001-0009 et n° 2002-0444 respectivement en date du 18 mai 2001 et du 4 février 2002 ainsi que celle du 18 mars 2002 ;

DECIDE

1° - Accepte les présents détail estimatif et dossier de consultation des entrepreneurs, lesquels seront rendus définitifs.

2° - Arrête que :

a) - les travaux de réfection de peinture seront traités par voie d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 33, 39, 40 et 58 à 60 du code des marchés publics,

b) - la mission de coordination sécurité et de protection de la santé sera réglée sur les marchés annuels traités par voie d'appel d'offres et conclus à cet effet par la direction de la voirie,

c) - la mission de contrôle de la mise en œuvre des peintures et la mission de contrôle des plans d'échafaudage seront passées sous la forme de marchés sans formalités préalables.

3° - Autorise monsieur le président à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à signer les marchés ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération.

4° - Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 2001-009 du 18 mai 2001.

5° - La dépense correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme individualisée n° 0113, le 18 mars 2002 pour la somme de 1,5 M€ en dépenses.

6° - Le montant à payer en 2002 sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal, compte 231 550 à hauteur de 400 000 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,